

## *Il n'y a pas de pouvoir il n'y a que des signes de pouvoir*

Paraphrasant une phrase de Pierre Reverdy, popularisée par Jean Cocteau, phrase avec laquelle j'ai beaucoup de réserves car elle incite à limiter l'amour à ses expressions tangibles, je m'interroge sur la défiance d'une majorité des citoyens français à l'endroit de ceux qui exercent des responsabilités politiques. Les enquêtes d'opinion soulignent qu'il n'en est pas ainsi dans la plupart des pays européens. A l'occasion de la pandémie, les mesures ont été sensiblement les mêmes dans ces pays, or, alors que la confiance s'est maintenue voire affirmée ailleurs, en France elle s'est encore fragilisée. Tout de suite on suspecte, non pas le manque de compétence mais des arrière-pensées, toujours liées à la place, à l'image, à la réélection. Je ne nie pas de telles arrière-pensées, cependant, tant qu'elles dureront, la confiance ne sera pas au rendez-vous.

C'est courant de le dire, mais la démocratie française, sans doute confirmée par la Constitution de la Ve République, n'a pas tourné la page des expressions monarchiques. Accéder à un mandat électif (je ne parle pas des élus des petites communes), c'est, non pas tant bénéficier de gros émoluments, mais de services qui soulignent une dignité nouvelle qui ferait presque accéder à une humanité autre que celle du commun de l'immense majorité des citoyens : il y a tout ce que l'on appelle les « ors de la République », mais aussi la voiture de fonction, le chauffeur, les places d'honneur, les salutations sur les places publiques, etc. Sans doute que tout ceci apparaît non seulement décalé avec les temps où nous sommes mais surtout insupportable pour la grande majorité. Ceci ne concerne pas uniquement certains élus, mais aussi la haute fonction publique, même si ceci est d'une moindre visibilité.

Loin de moi de le justifier, mais l'incendie de telle Préfecture, l'enfoncement de la porte d'un Ministère, signent ce rejet, non des personnes mais de ces atours qui les éloignent de la condition commune. Une jacquerie certes, mais qui n'est pas sans rien dire de nos comportements collectifs. C'est un paradoxe, tout en les rejetant, les Français peuvent en effet toujours attendre l'homme providentiel, le nouveau Louis XIV ou le nouveau de Gaulle. Même Victor Hugo ne pourra faire son deuil de n'avoir, à la tête de la France, que « Napoléon le petit » !

Il n'y a pas d'homme providentiel, ni infaillible, mais des citoyens, qui, pour un temps donné, agissent pour le bien des autres et non le leur. Il en est ainsi pour maints de nos gouvernants, mais les signes monarchiques contredisent le « service » qui pourtant guide l'immense majorité des élus. La pandémie a rappelé, et il semble que ceci fut nécessaire, que la vie, individuelle et sociale, demeure marquée par l'incertitude, la difficulté à tout prévoir et organiser, les errements dans certaines décisions, qu'il convient d'ajuster au gré d'événements imprévus. C'est bien l'ordinaire de chacun qui marque aussi ceux qui exercent un pouvoir. Pour une foi que ceci est manifeste, pourquoi leur en faire reproche ?

L'archevêque qui écrit ces lignes sait qu'il n'est pas exempt de tels travers qui, non seulement insultent les pauvres mais défigurent l'Évangile. Et, au-delà des modes de vie, c'est aussi ce qui conduit à jeter la suspicion sur le clergé. Même si celui-ci, en France, vit simplement, il exerce un rôle qui peut aussi le « mettre à part » des conditions de vie, voire de pratiques de la foi, de l'ensemble des baptisés.

Le temps n'est plus, fort heureusement, où les évêques disposaient d'un personnel de maison (souvent des religieuses qui n'avaient sans doute pas consacré leur vie pour se voir destinées à « faire la cuisine à Monseigneur ») ou d'un chauffeur. Ils font eux-mêmes leurs courses au supermarché ou au producteur bio local, voire les deux, ils conduisent eux-mêmes leur voiture, etc.

Pour autant, des choses sont à faire, sans doute quant à l'habitat du clergé, prêtres et évêques. Distinguer les lieux pastoraux (salles, bureaux, etc.) du logement du prêtre, et de l'évêque, serait plus juste, ce logement consistant en un appartement ou une petite maison, adapté à une personne seule, pouvant d'ailleurs être une location. Mais demeure, plus profondément, un appel à la participation de tous, une reconnaissance des capacités de chacun à dire sa foi, surtout à l'exprimer publiquement, aussi dans les assemblées.

Je ne peux me résigner à la défiance, trop systématique, qui s'exprime vis-à-vis de celles et ceux qui servent les autres, c'est la vie en société qui s'en trouve fortement handicapée. Les pétitions de principe, affirmant qu'on est là pour servir et non pour être servi, ne suffisent plus ; des gestes sont nécessaires. N'est-ce pas ce que choisit le pape François en quittant les Appartements pontificaux et Castel Gandolfo ? Finalement, Pierre Reverdy pourrait ne pas avoir tout à fait tort : le service ne peut se satisfaire de se dire, il doit se manifester !

Pascal Wintzer  
Archevêque de Poitiers